

Déclaration étudiante mondiale

Juin 2010 • Sommets du G-20 et G-8 • Canada

En juin 2010, les chefs politiques de l'Espagne, des Pays-Bas, du Vietnam, de l'Éthiopie, du Malawi et des pays du G-8 et G-20, se réuniront au Canada pour une rencontre historique. À la suite du ralentissement économique et puisque de nombreux pays sont toujours aux prises avec l'instabilité financière, l'avenir de l'économie mondiale figurera en tête de l'ordre du jour.

Le monde est parvenu à un moment décisif. Vu le niveau jamais égalé de la dette publique, de nombreux intérêts puissants poussent les gouvernements à réduire les dépenses relatives aux programmes sociaux et à privatiser les services publics. Il ne fait nul doute que de telles mesures toucheront la population mondiale, surtout les personnes qui font déjà face à une marginalisation économique ou sociale.

Afin d'assurer la prospérité économique et sociale future, les pays doivent résister à la tentation de privatiser l'éducation et d'autres services publics. L'éducation est une denrée publique essentielle et un droit fondamental pour toutes et pour tous, au même titre que l'accessibilité aux soins de santé, la nutrition et d'autres services sociaux, ainsi que l'infrastructure.

Nous, les représentantes et représentants de 150 millions d'étudiantes et d'étudiants du monde entier, affirmons que :

- tous les individus ont le droit de participer gratuitement à un système d'éducation postsecondaire public de haute qualité, quels que soient leur lieu de résidence, leur race, leur religion, leur sexe, leur culture, leur orientation sexuelle ou leur milieu socio-économique;
- l'enseignement supérieur universellement accessible est essentiel à la prospérité mondiale future;
- le droit d'enseigner, d'apprendre, d'étudier, de faire de la recherche, et de publier sans craindre l'orthodoxie ou la menace de représailles et de discrimination constitue un élément essentiel de tous les systèmes d'enseignement supérieur;
- l'égalité mondiale et la prospérité économique et sociale ne peuvent être assurées que par l'accessibilité universelle pour toutes les personnes de tous les pays à des services publics responsables, dont l'enseignement supérieur;
- les citoyennes et citoyens de tous les pays ont droit à une infrastructure publique de haute qualité pour la livraison des services sociaux essentiels, incluant, sans toutefois s'y limiter, des soins de santé et une éducation de haute qualité;
- les pays riches du monde ont la capacité et la responsabilité de travailler solidairement et multilatéralement avec le reste du monde pour atteindre ces objectifs;

En outre, nous demandons des chefs politiques présents aux rencontres de juin 2010 du G-8 et du G-20 :

- de tracer la voie vers une économie mondiale qui donne la priorité aux principes susmentionnés;
- d'élaborer des plans en vue de satisfaire au principe suivant, enchâssé dans le Pacte international des Nations Unies relatif aux droits économiques, sociaux et culturels :
« L'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité; »
- de proposer une action audacieuse pour combattre la pauvreté mondiale; de réaliser des progrès pour empêcher le réchauffement climatique et de transformer le système économique et financier mondial pour créer un monde équitable et durable.

All-Africa Students Union

Asian Student Association

Fédération canadienne des étudiant-e-s

European Student Union

General Union of Arab Students

International Students Union of Norway

Organización Continental Latinoamericana Y Caribeña de Estudiantes

United States Student Association

